



HAL
open science

**“ Lesbiennes et pédés. Ne rasons plus les murs ”. Une
histoire des marches homosexuelles dans la France des
années 1970 et 1980.**

Mathias Quéré

► **To cite this version:**

Mathias Quéré. “ Lesbiennes et pédés. Ne rasons plus les murs ”. Une histoire des marches homosexuelles dans la France des années 1970 et 1980.. *Revue d'histoire culturelle. XVIIIe-XXIe siècles*, 2022, *Quand le sexe s'expose*, 4, pp.2159. 10.4000/rhc.2159 . hal-03695040

HAL Id: hal-03695040

<https://hal.science/hal-03695040>

Submitted on 11 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Auteur : Mathias Quéré

Titre de l'article :

« Lesbiennes et pédés. Ne rasons plus les murs ». Une histoire des marches homosexuelles en France dans les années 1970 et 1980.

Article Title :

"Dykes and faggots. Stop keeping a low profile". A history of prides in France in the 1970s and 1980s.

Résumé :

Le 1^{er} mai 1971, les militant·es du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) déploient une banderole dans le cortège syndical parisien. C'est la première fois que l'homosexualité s'expose de façon visible et revendiquée dans l'espace public en France. Loin des imaginaires faisant de Stonewall le début de l'histoire des mobilisations LGBTI, l'un des actes fondateurs du mouvement homosexuel français se trouve dans les cortèges du jour de la fête du travail. L'homosexualité qui y est célébrée est politique et ne résume pas à une simple exposition de l'intimité. De façon peu fréquente au cours des années 1970 mais beaucoup plus régulière au début des années 1980, le mouvement homosexuel français s'empare de la rue pour affirmer et célébrer son existence puis pour lutter et réclamer des droits. Au début des années 1980, le jeune Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH) fait descendre 10 000 personnes dans les rues de la capitale et ouvre un nouveau cycle pour le mouvement. Cet article se propose ainsi de retracer l'histoire des premières marches homosexuelles comme forme d'exposition de l'intimité et de la sexualité dans l'espace public ; retracer l'histoire de la mobilisation de celles et ceux qui se promirent de ne plus jamais raser les murs.

Summary :

On 1 May 1971, activists from the Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) unfurled a banner in the Parisian trade union march. This was the first time that homosexuality was exposed in a visible and assertive way in the public space in France. Far from the myths that Stonewall was the beginning of the history of LGBTI mobilisations, one of the founding acts of the French homosexual movement is found in the Labour Day marches. The homosexuality celebrated there was political and not a simple display of intimacy. Infrequently during the 1970s but much more regularly in the early 1980s, the French homosexual movement took to the streets to affirm and celebrate its existence and then to fight for rights. In the early 1980s, the young Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH) took 10,000 people to the streets of the capital and opened a new cycle for the movement. This article thus proposes to relate the history of the first homosexual marches as a form of exposure of intimacy and sexuality in the public space; to relate the history of the mobilisation of those who promised themselves to stop keeping a low profile.

Mots clefs :

– Mouvement homosexuel – Marches homosexuelles – affirmation gaie et lesbienne – années 1970 et 1980 – militantisme

Keywords :

– Homosexual movement – Prides – Gay and lesbian affirmation – 1970s and 1980s – Activism

Biographie :

Mathias Quéré est doctorant en Histoire contemporaine à l'université Toulouse II Jean Jaurès au sein du laboratoire FRAMESPA. Il prépare une thèse sur l'histoire du mouvement homosexuel français entre 1974 et 1986. En 2019 il a publié l'ouvrage *Qui sème le vent récolte la tapette. Une histoire des Groupes de libération homosexuel en France de 1974 et 1979*. Ses recherches veulent participer à la transmission d'une histoire peu connue et fabriquer des imaginaires pour les luttes queer actuelles.

Mail :

quere.mathias@gmail.com

Introduction.

Alors qu'en ce début d'été 2018 des marches des fiertés fleurissent dans de nombreuses villes de l'hexagone, la députée européenne Nadine Morano se fend d'un tweet où elle déplore une « pauvre France décadente » et appelle au « respect pour les citoyens qui n'ont pas à subir ces exhibitions¹ ». Le tout illustré d'une photo de deux hommes nus défilant lors d'une pride, portant pour seuls attributs un jockstrap et un harnais en cuir. Dans de nombreux imaginaires, la représentation de l'homosexualité, associée aux « marches des fiertés », fait appel à ce tableau : des hommes pratiquement nus, s'exhibant les corps entrelacés sur un char, sur fond de musique électronique. En filigrane, ce qui est en réalité reproché à l'homosexualité, c'est d'être sortie de la pénombre du placard auquel elle a si longtemps été assignée et de s'exposer au grand jour, aux yeux de toutes et tous.

L'affirmation homosexuelle et ses premières apparitions dans l'espace public surviennent en France au début des années 1970 avec l'émergence du mouvement homosexuel. Jusqu'alors, l'expression de l'homosexualité dans l'espace public est cachée du monde hétérosexuel et subit dans le silence les affres de la répression. De par son statut social et l'opprobre qu'elle subit alors, vivre son homosexualité passe souvent par sa dissimulation dans l'espace public : on drague dans les pissotières, le long des quais embrumés d'un fleuve ou d'un port, ou encore dans les bosquets d'un parc déserté la nuit par ses promeneurs et promeneuses diurnes. Si l'homosexualité n'est plus pénalisée en France depuis 1791, de nombreuses expressions de cette sexualité sont toujours réprimées au début des années 1980, principalement par les articles 330 et 331 du Code pénal qui condamnent respectivement les « outrages publics à la pudeur » et l'« acte sexuel commis avec un individu de même sexe mineur de 18 ans² ». Le corps homosexuel est alors un corps sans identité, réduit à sa fonction sexuelle, dont l'exposition dans l'espace public – passage obligé pour trouver un partenaire³ – est synonyme de répression.

C'est exactement à rebours de cette réalité que dès le début des années 1970, les militant·es décident de descendre dans la rue et d'exposer leur sexualité au grand jour. Mais cette fois sous un autre prisme que celui d'une sexualité considérée comme honteuse. Inscrit dans ce que les historien·nes Michèle Zancarini-Fournel et Philippe Artières ont formulé comme étant les « longues années 1968⁴ », le mouvement homosexuel et lesbien a fait de son identité un combat politique dont l'exposition dans l'espace public, par l'organisation de marches homosexuelles autonomes, est un levier d'action politique important au début des années 1980.

Cet article se propose donc de retracer l'histoire de l'émergence de ces marches. L'intimité et la sexualité qui s'y exposent sont ici liées à une identité appréhendée de façon politique par les militant·es, revendiquant au début des années 1980 les mêmes droits que les hétérosexuel·les. Après le paradigme existentiel qui a marqué le mouvement homosexuel dans les années 1970, le début des années 1980 s'apparente davantage à un militantisme revendicatif qui, par conséquent, s'approprie les attributs d'un répertoire d'action dont la manifestation est l'une des

¹ https://twitter.com/nadine__morano/status/1013439132100685824

² Cette limite d'âge était fixée à 21 ans mais fut automatiquement abaissée à 18 ans lorsque Valéry Giscard d'Estaing ramena l'âge de la majorité civile à 18 ans en 1974.

³ Je laisse ici au masculin parce que ces formes de drague et de sexualité sont presque exclusivement masculines. Il existe bien à Paris et dans quelques grandes villes des espaces commerciaux pour les homosexuels mais ceux-ci sont chers et inaccessibles au plus grand nombre qui doivent trouver d'autres espaces de rencontre.

⁴ ARTIERES Philippe, ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *68, une histoire collective, 1962-1981*, Paris, La Découverte, 2008, 847 p.

formes les plus emblématiques. On assiste alors à une réappropriation de la manifestation comme une forme d'expression de l'intime. Cette exposition dans l'espace public va ainsi être un formidable porte-voix pour le mouvement. Les médias, qu'ils soient partisans ou généralistes, donnent progressivement un écho à ces marches, ce qui permet d'appréhender la réception de ces mobilisations et par conséquent, l'acceptation des formes d'expression de l'homosexualité, à l'échelle de la société française.

I. Un retour sur les années 1970.

Dans la chronologie des groupes et des organisations homosexuelles, la première d'entre elles, Arcadie, fondée par André Baudry en 1954, se refuse à toute expression de la sexualité dans la rue. Baudry voulait « intégrer l'homosexualité dans la société à travers la démonstration de sa normalité et de sa respectabilité. Les mots clefs étaient la dignité et la prudence⁵ ». Il récuse d'ailleurs le terme d'homosexualité pour lui préférer celui d'homophilie. L'ancien séminariste dénonce certaines formes d'expression de la sexualité qu'il considère déviantes, particulièrement celles qui s'exposent en public. Il écrit ainsi : « Pourquoi ne connaît-on de vous que vos excès, vos délires, vos tapages, vos excentricités, votre obsession du sexe et rien que le sexe ? Puisque vous désirez – exigez – être admis par la société [...] pourquoi alors donnez-vous de votre personnalité cette image misérable, triste, nauséabonde parfois, peu ragoutante souvent, pourquoi faites-vous peur ? ». « Pourquoi depuis des siècles avons-nous toujours donné une si piètre image de ce que nous sommes ?⁶ ».

Vient ensuite le tour du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR) qui, lors de l'explosion des mouvements du fait minoritaire au début des années 1970, cherche, à l'opposé d'Arcadie, à exposer publiquement l'homosexualité. L'un des actes fondateurs du FHAR est sa participation à la manifestation du 1^{er} mai 1971, de concert avec les féministes du Mouvement de libération des femmes (MLF). Aux cris de leur célèbre slogan : « lesbiennes et pédés, ne rasons plus les murs⁷ », les membres du FHAR défilent dans les rues de Paris. Les futures Gazolines, qui regroupent les folles⁸ et les travestis, font sensation et choquent tout ce que la gauche compte de traditionnel. Cette manifestation est fondamentale dans l'histoire du mouvement homosexuel français parce qu'elle incarne la première apparition publique de l'homosexualité militante dans les rues de la capitale. Après cette première manifestation en 1971, les Groupes de libération homosexuels qui succèdent au FHAR au printemps 1974 vont à leur tour, chaque année, défiler le jour de la fête des travailleuses et des travailleurs, mêlant politique et identité sexuelle.

La première marche homosexuelle autonome se déroule le 25 juin 1977. Cinq cent personnes défilent dans les rues de Paris entre la place de la République et la place des Fêtes en soutien aux gais et lesbiennes étasuniennes subissant de plein fouet la croisade réactionnaire d'Anita Bryan. Celle-ci est alors en campagne pour faire abroger un décret interdisant les discriminations du fait de l'orientation sexuelle. En début de cortège défilent les lesbiennes,

⁵ JACKSON Julian, « Arcadie : sens et enjeux de l' "homophilie" en France, 1954-1982 », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, n° 53, avril 2006, p. 162

⁶ « Sur Arcadie », *Agence Tasse*, n° 9, 5 mai 1976, p. 3

⁷ FRONT HOMOSEXUEL D'ACTION REVOLUTIONNAIRE, *Rapport contre la normalité*, Paris, Champ libre, 1971, p. 15

⁸ Pour une histoire des folles, voir LE TALEC Jean-Yves, *Folles de France : repenser l'homosexualité masculine*, Paris, La Découverte, 2008, 331 p.

dont les pancartes laissent nombre de badauds abasourdis : « Les homosexuelles se reproduisent de bouche à oreille » ou encore « Une femme sur deux est homosexuelle, l'autre est lesbienne ». Derrière, les garçons, dont les slogans affirment la dimension internationale de la marche : « Moscou, New York, Pékin, Cuba et Santiago, à bas la répression des homos⁹ ». Cette marche anticipe une dynamique de lutte contre la répression qui va au fil des années prendre de plus en plus de place dans le mouvement.

Photo n° 1



Figure 1 : Marche du 25 juin 1977. Crédits photo : Anne-Marie Faure-Fraisse

Cette exposition de l'homosexualité dans l'espace public ne se limite pas seulement aux rues de la capitale. Dans plusieurs grandes villes, des cortèges gais et lesbiens battent le pavé et cherchent à trouver une place dans l'arène politique et militante locale. A Marseille, le GLH décide de se joindre au cortège du 1^{er} mai 1978 sur la Canebière. Beaucoup, parmi les cinquante à soixante personnes qui préparent le cortège, expriment la crainte d'être reconnues s'ils ou elles défilent sous la banderole du GLH et par ricochet celle de perdre leur emploi¹⁰. Pour se protéger, la décision est prise de porter un masque blanc durant la manifestation. L'image est marquante. Comme partout ailleurs, les organisations politiques et syndicales sont réticentes

⁹ « Manifestation samedi et dimanche contre la répression de l'homosexualité », *Libération*, n° 1062, 27 juin 1977, p. 5

¹⁰ FILLIEULE Olivier, SOMMIER Isabelle (dir.), *Marseille, années 68*, Paris, presses de sciences po, 2018, p. 477

voire hostiles à l'idée d'accueillir un groupe homosexuel dans leur défilé et les militant·es homosexuel·les sont alors régulièrement protégé·es dans les cortèges par des groupes féministes. Cette tentative de visibilité a aussi lieu à Lyon où, suite à la manifestation du 1^{er} mai 1979, *Libération* fait le commentaire suivant : « Un froid parcourt l'assistance au moment du déploiement de cette bannière¹¹ qui n'est pas normalisée "lutte des classes"¹² ». Quant au quotidien *Le Progrès*, il s'insurge contre des démarches qualifiées d'infantilisantes :

Une bande dorée attirait particulièrement l'attention. Le Groupe de libération des homosexuels n'avait pas choisi la sobriété. Sautillant et lançant des petits « hou hou », ils souhaitaient visiblement perturber la majorité silencieuse. C'est un moyen assez efficace, il est vrai, de déclencher la remise en cause de certains tabous. Est-ce le meilleur pour obtenir le droit d'assumer librement sa sexualité ? Le problème est suffisamment grave pour qu'on dépasse vite certaines démarches infantilisantes¹³.

Avec les années 1980, les cortèges qui jusqu'alors ne comptaient – au mieux – que quelques centaines de personnes vont se « massifier » et faire entrer l'affirmation homosexuelle dans une nouvelle séquence politique.

II. Reconfigurer le militantisme homosexuel et occuper la rue.

Durant l'essentiel des années 1970, les militant·es ont repoussé l'idée d'un militantisme revendicatif, lui préférant l'expérimentation identitaire. Il faut aussi prendre en compte que l'horizon révolutionnaire dans lequel était inscrit le mouvement homosexuel français a eu pour conséquence, dans la rhétorique militante, de vouloir balayer la société existante plutôt que de la panser. A l'aune des années 1980, le constat est cependant sévère chez nombre de militant·es : le mouvement, de par sa radicalité, s'est coupé des « masses homosexuelles » et la répression, malgré près de dix ans de mobilisation, est toujours une triste réalité, renforcée par le virage conservateur de Valéry Giscard d'Estaing de 1978. Il est alors nécessaire pour les militant·es de véritablement s'inscrire dans la lutte contre la répression. Lors de la première Université d'été homosexuelle (UEH) en juillet 1979, est fondé le Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH), coordination des groupes homosexuels existants, dont la dimension revendicative se développe rapidement. Après une première campagne contre ce que les militant·es qualifient « d'interdiction professionnelle¹⁴ », ceux et celles-ci vont se mobiliser dans le cadre de la campagne présidentielle de 1981. En plus de pétitions, de lettres ouvertes aux candidat·es se présentant à l'élection ou de distributions de tracts, les militant·es décident d'orienter leur mobilisation vers l'une des formes d'intervention les plus classiques du mouvement social, c'est-à-dire la manifestation.

¹¹ Sur la bannière est indiqué : « Pédés et lesbiennes en luttés »

¹² « Les minorités s'affichent », *Libération*, 2 mai 1979

¹³ « 1er Mai, de Perrache aux Brotteaux », *Le Progrès*, 2 mai 1979

¹⁴ Ces cas « d'interdiction professionnelle » désignent des situations où des individus sont renvoyés de leur emploi du fait de leur orientation sexuelle, s'appuyant principalement sur l'article 16 du code de la Fonction publique qui stipule que ses agents doivent être garants de « bonne moralité ».

Déjà à l'automne 1980, rattrapé par l'agenda législatif, le CUARH appelle les gais et les lesbiennes à fouler les pavés parisiens pour contester un retour en arrière législatif, avec l'adoption de « l'amendement Foyer ». Alors que l'Assemblée nationale débat d'une loi sur le viol, le député Jean Foyer fait voter un texte qui rétablit l'article 331 alinéa 3 du code pénal interdisant toute relation homosexuelle avec un·e mineur·e de dix-huit ans¹⁵ dont le sénateur Caillavet avait réussi à obtenir l'abrogation par deux fois grâce aux votes du Sénat¹⁶. Le CUARH appelle donc à une manifestation le 23 octobre 1980 à Paris, pour toutes celles et ceux « qui refusent la répression et le racisme anti-homosexuel¹⁷ ». Sous la pluie, les manifestant·es se retrouvent place St Sulpice. Le CUARH revendique 3 000 personnes¹⁸ et « la plus grande manifestation contre les discriminations anti-homosexuelle jamais vue en France¹⁹ ». D'après *Libération*, ils et elles sont un millier²⁰ tandis que la Préfecture de police comptabilise 1 500 personnes. *Homophonies*, le tout nouveau journal du CUARH-Paris, se félicite que la majorité des groupes homosexuels parisiens aient été représentés dans la manifestation, signe de l'unité ambiante du mouvement. Il souligne aussi le soutien de nombreuses organisations syndicales et partisans dont « les réactions n'ont jamais eu une telle ampleur²¹ ». Ce défilé est intéressant à plusieurs égards. Le nombre de participant·es tout d'abord. Le CUARH réussit à mobiliser de façon large, là où les seuls GLH ne parvenaient pas à rassembler plus de quelques centaines de personnes. L'orientation revendicative et la désignation d'un adversaire – ici symbolisé par le député Jean Foyer auquel les militant·es ont d'ailleurs remis le prix de l'homophobie au printemps 1980 lors d'un rassemblement à la Mutualité à Paris – sont aussi des éléments qui agrègent les forces contestataires. Il y a aussi un renversement du paradigme. Là où les cortèges homosexuels, principalement lors des défilés du 1^{er} mai, s'évertuaient à célébrer l'homosexualité, c'est-à-dire un rapport à la différence, cette marche d'octobre 1980 entend protester contre un régime de répression différencié de l'hétérosexualité et par conséquent défend cette fois davantage un droit à l'indifférence.

Si les mobilisations contre les interdictions professionnelles et contre l'amendement Foyer n'atteignent pas leur but, il serait erroné de vouloir considérer l'échec du CUARH comme une défaite du mouvement. Ces deux mobilisations ont permis à la jeune organisation homosexuelle de se structurer, d'élaborer de nouvelles stratégies politiques et d'expérimenter des formes d'interventions militantes renouvelées qui vont se révéler particulièrement précieuses au printemps 1981.

III. Défiler et s'exposer pour exister : la marche du 4 avril 1981.

¹⁵ Pour rappel, l'alinéa 3 de l'article 331 punit d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de soixante à vingt mille francs « quiconque aura commis un acte impudique ou contre nature avec un individu mineur de même sexe ». Sa numérotation change pour devenir l'article 331, alinéa 2. L'alinéa 2 de l'article 330, punissant l'outrage public à la pudeur entre personnes de même sexe, est lui supprimé par l'Assemblée.

¹⁶ Le Sénat, qui a une première fois voté pour la suppression de cet article du Code pénal le 28 juin 1978 et confirmé son vote deux ans plus tard, le 22 mai 1980, fait soudain volte-face et, le 16 octobre 1980, refuse l'abrogation de l'article honni.

¹⁷ « Non au racisme anti-homosexuel. Non aux lois discriminatoires », *Homophonies*, n° 1, novembre 1980, p. 4

¹⁸ « Les lois anti-homo », *Homophonies*, n° 1, novembre 1980, p. 3

¹⁹ « La vaseline pour Krivine », *Libération*, n° 2083, 25 et 26 octobre 1980, p. 4

²⁰ « Un millier d'homos dans la rue », *Libération*, n° 2082, 24 octobre 1980, p. 24

²¹ « Les lois anti-homo », *op. cit.*, p. 3

Après sept ans de giscardisme et vingt-trois ans d'attente, la perspective de voir la gauche accéder au pouvoir devient l'un des principaux espoirs des mouvements sociaux apparus dans le sillage des longues années 1968. Lors de la 6^{ème} Coordination nationale du CUARH à Angers, les 27 et 28 septembre 1980, le mouvement décide de se lancer dans la campagne présidentielle, « afin que les homosexuels et les lesbiennes commencent enfin à devenir une force politique avec laquelle il faudra compter dans ce pays²² ». L'organisation d'une marche dans les rues de la capitale, prévue le 4 avril 1981, est l'un des éléments centraux de cette campagne, car « se contenter d'interroger les postulant(e)s à l'Élysée ne saurait suffire si parallèlement nous ne sommes pas des milliers dans la rue avec tous les défenseurs des libertés pour exiger la fin des discriminations. Notre libération dépend avant tout de nous-mêmes [...]»²³. Il s'agit donc d'organiser une démonstration de force pour peser dans le débat et obliger les forces politiques partisanes à se positionner quant à l'avenir de la législation homophobe ; occuper la rue pour visibiliser de façon massive l'existence et les revendications des gais et des lesbiennes. Après des mois d'organisation, des dizaines de milliers de tracts distribués, des affiches collées sur les murs de nombreuses villes, des bus affrétés de tout l'hexagone, l'attente est grande pour cette journée que les militant·es espèrent historique.

« Personne même [parmi] les plus optimistes d'entre nous, n'avaient osé l'espérer ! Nous étions 12 000²⁴, peut-être 15 000 femmes et hommes, venus de toute la France et de l'étranger pour manifester, en cette période pré-électorale notre volonté de lutter pour nos droits et libertés²⁵ ». Le ton adopté par *Homophonies* est jubilatoire. Jamais une manifestation en Europe n'avait rassemblé autant d'homosexuels, de lesbiennes et leurs soutiens, venu·es des quatre coins de l'hexagone pour vivre ce moment historique. La quasi-totalité des organisations homosexuelles avaient appelé à la marche. Seule Arcadie était absente, malgré de nombreux efforts pour inviter l'organisation homophile à participer à l'événement. De nombreux partis et organisations²⁶ du mouvement social ont appelé à soutenir la marche et à s'y rendre, même si une manifestation de soutien aux personnes migrantes défile le même jour quelques arrondissements plus loin, et participe à « diviser » les troupes militantes entre les deux événements.

Pour la grande majorité des personnes présentes, il s'agit de leur première manifestation homosexuelle. Nombre d'entre elles, curieuses et hésitantes, s'étaient amassées sur les trottoirs pour observer le passage du cortège, « puis convaincus par le nombre et la chaleur de la Marche, l'intégraient en cours de route²⁷ ». Catherine Gonnard, militante du CUARH et rédactrice du journal *Homophonies*, se souvient de ce moment que beaucoup considèrent comme historique :

²² « Présidentielles », *Homophonies*, n° 1, novembre 1980, p. 6

²³ « A Paris le 4 avril : Marche nationale pour nos droits et libertés », *Homophonies*, n° 2, décembre 1980, p. 5

²⁴ Le journal *Le Monde* parle de son côté de 10 000 manifestant·es. *Libération* est en grève depuis la fin du mois de février 1981 et aucun·e de ses journalistes ne couvre la marche. Aucun récit de la manifestation n'est donc possible de ce côté.

²⁵ « C'était le 4 avril », *Homophonies*, n° 7, mai 1981, p. 4

²⁶ La liste des partis et organisations est la suivante : Les Amis de la Terre, les CCA, la CFDT Chèque postaux, Caisse nationale d'Épargne (Paris), CFDT Service public parisien, UD CFDT – 94, le *Gai Pied*, les JCR, la LCR, la Ligue des droits de l'homme, *Masques*, Mouvement de défense des handicapés, le MLAC, de nombreux groupes, collectifs, revues du Mouvement de libération des femmes (non déposé), l'OCT, *Partis pris*, le Planning familial, le PS, le PSU, le SGEN – CFDT, le SMG.

²⁷ « C'était le 4 avril », *op. cit.*, p. 4

En arrivant, on se dit un peu qu'on va peut-être rester sur le trottoir. Et là tout le monde pense la même chose et le trottoir n'est pas assez large et donc on est tous dans la rue. Je pense que c'est un des moments les plus beaux de ma vie. D'un coup on est 10 000. [...] C'est incroyable, on est aussi nombreux. Il y a des filles, et on est là, et les slogans sont quand même assez délirants : « Nationalisez les usines à paillettes ». Les garçons qui criaient « Giscard, des diamants pour nos amants » parce qu'on était juste après l'affaire de Bokassa. [...] Je suis bien d'être là, contente et heureuse !²⁸

Arrivé-es à Beaubourg, la fin de la marche, les manifestant-es envahissent le parvis du centre Georges Pompidou et décorent l'édifice de leurs banderoles. Plusieurs prises de paroles sont organisées. Le caractère exceptionnel de la journée est souligné par Jean Cavailles du GLH de Dijon qui prend la parole au nom du CUARH :

Nous vivons une journée historique. Quand vous en reparlerez plus tard, vous pourrez dire : "J'y étais". Nous sommes dans la rue, réunis pour exiger que les lesbiennes et les homosexuels puissent vivre et aimer au grand jour. C'est la première fois qu'une manifestation aussi importante a lieu en France depuis la préhistoire : les historiens ont vérifié dans leurs grimoires, et ils sont unanimes : ni la Lutèce de Vercingétorix, ni le Paname de 1979, ni Paris de 1848 ou de la Commune n'ont connu pareille manifestation²⁹

Le gala organisé le soir même à la Mutualité pour clore cette journée en apothéose est tout autant un succès. Après la remise du prix de l'homophobie 1981 au Groupe de contrôle des homosexuels de la Préfecture de police de Paris, Juliette Greco triomphe devant un public conquis. S'en suit un bal qui fait danser 5 000 personnes jusqu'à l'aube³⁰.

La presse atteste du succès de la marche, au-delà des discours triomphants du CUARH. Au sein du « monde homosexuel », le journal *Gai Pied*, qui n'a jamais ménagé le CUARH et ses initiatives, titre en une de son édition du mois de mai : « La Marche triomphale », accompagné d'un court encart stipulant que « l'objectif du CUARH a été atteint : 10 000 homosexuel(le)s ont défilé dans les rues de Paris. Le plus grand rassemblement gai en France³¹ ». Audrey Coze, rédacteur du journal, considère cependant que la marche ne respirait « ni la fête, ni la gaieté, ni l'outrance ». Et d'ajouter qu'il ne faut pas « perdre de vue que l'aliénation et la misère dans lesquelles vivent de très nombreux pédés ne proviennent pas tant du fameux "alinéa" que de leur propre auto-répression, de leur incapacité à vivre sans se référer en permanence à "l'hétérosexualité culturelle" qui les entoure³² ». La presse généraliste a aussi largement rendu compte de la manifestation. *Le Matin*, *Quotidien de Paris*, *Minute*, *La Croix*, *Le Monde*, *L'Humanité*, *Le Figaro*, *L'Aurore*, *Le Provençal*, *Combat socialiste* relatent cette journée historique en fonction de leurs propres considérations sur la question homosexuelle. Pour une partie des médias, la classification de l'homosexualité dans les maladies mentales est le thème

²⁸ Entretien réalisé par l'auteur avec Catherine Gonnard en janvier 2019 à Paris

²⁹ « Intervention à Beaubourg de Jean Cavailles, militant du GLH – Dijon », non daté, fonds privé Mémoire des sexualités, Marseille, p. 1

³⁰ « Notre préférence fera la différence », *Gai Pied*, n° 26, mai 1981, p. 1

³¹ « La Marche triomphale », *Gai Pied*, n° 26, mai 1981, p. 1

³² « De Maubert à Beaubourg », *Gai Pied*, n° 26, mai 1981, p. 2

principal évoqué³³. Christian Colombani du journal *Le Monde*, remarque que les badauds rencontrés tout au long du parcours ne paraissaient pas choqués outre mesure par ceux et celles qui défilaient devant leurs yeux. Les homosexuel·les ont l'air à priori plus convenables, « apparemment moins provocateurs... à moins que le public s'habitue³⁴ ». De son côté *Le Figaro* s'adonne à une véritable sociologie du monde gai et lesbien :

On pouvait reconnaître toute la diversité de l'homosexualité : jeunes gens bon chic bon genre se tenant par la main, loubards vêtus de cuir avec un petit anneau passé dans l'oreille, travestis, femmes se prenant par le cou, vieux homosexuels élégants, folles grimées, punks, jeunes gens aux cheveux ras et blouson d'aviateurs³⁵ »

Du côté de la presse « de gauche », malgré un soutien appuyé à l'initiative du CUARH, la condescendance et le paternalisme sont parfois de mise. Ainsi *Combat socialiste* s'autorise-t-il à donner des conseils au gais et aux lesbiennes, sur ce qu'ils et elles devraient faire ou ne pas faire :

Avec leurs crécelles, leurs ballons colorés et leurs slogans, les manifestants faisaient sourire. Les mentalités finiront-elles par évoluer ? Il faudrait pour cela peut-être que les homosexuels évitent de tomber dans un certain terrorisme : «hétéro c'est rétro, homo c'est nouveau», a-t-on pu entendre, et qu'ils laissent à chacun la responsabilité de ses goûts³⁶

Même si les militant·es savent « qu'il faut relativiser les promesses électorales, en cette période où toutes les voix sont bonnes à prendre³⁷ », certain·es se prennent à rêver que le changement tant attendu soit sur le point d'advenir. Pour autant, les questions restent nombreuses quant à la suite à donner au mouvement. *Homophonies* résume : « Le 4 avril nous a donné conscience de notre force et de notre nombre ; un rapport de force existe maintenant. Comment l'exploiter ?³⁸ ». La rue est devenue une formidable boîte de résonance pour le mouvement gai et lesbien. S'il est difficile de mesurer l'impact de cette marche auprès des candidat·es à l'élection présidentielle, on peut tout de même souligner que lors d'un meeting de l'association Choisir, le candidat socialiste François Mitterrand est interrogé par la journaliste Josyane Savigneau du journal *Le Monde* quant à sa position sur l'homosexualité. Après une première réponse évasive, l'avocate Gisèle Halimi revient à la charge et questionne le candidat plus directement : « Sur un point précis, si vous êtes élu, est-ce que l'homosexualité cessera d'être un délit ? ». Et François Mitterrand de répondre : « Mais absolument... Il n'y a pas de raison de juger le choix, c'est dans la loi de la nature, suivant les goûts, peu importe ; le choix de chacun doit être respecté, c'est tout [...]³⁹ ». Le 10 mai, le candidat socialiste remporte l'élection avec 51.76% des voix. Le même soir place de la Bastille, où le peuple de gauche est

³³ « L'homosexualité sous la lorgnette des médias », *Homophonies*, n° 7, mai 1981, p. 6

³⁴ « Le droit à la différence », *Le Monde*, 7 avril 1981

³⁵ « L'homosexualité sous la lorgnette des médias », *op.cit.*, p. 6

³⁶ « L'homosexualité sous la lorgnette des médias », *op.cit.*, p. 7

³⁷ « L'homosexualité sous la lorgnette des médias », *op.cit.*, p. 7

³⁸ « C'était le 4 avril », *op. cit.*, p. 4

³⁹ MARTEL Frédéric, *Le rose et le noir : les homosexuels en France depuis 1968*, Paris, Seuil, 2008, p. 212

venu fêter sa victoire, le CUARH déploie une banderole flanquée du slogan : « Les homos ont choisi la liberté⁴⁰ ». L'espoir de voir le changement tant attendu est sur toutes les lèvres et dans toutes les têtes. Le mensuel *Gai Pied* titre en première page de son numéro de juin : « Sept ans de bonheur ? ».

Photo n° 2



Figure 2 : Marche du 4 avril 1981 devant l'Hôtel de ville. Crédits photos : Jean Claude Aubry

⁴⁰ « Et maintenant ? ... », *Gai Pied*, n° 27, p. 1

Photo n° 3



Figure 3 : Cortège du 4 avril dans les rues parisiennes. Crédits photos : Jean Claude Aubry

IV. Une marche pour se célébrer : la marche de juin 1982.

Malgré l'élection de François Mitterrand et sa promesse d'abroger les différents cadres judiciaires réprimant l'homosexualité, les revendications du mouvement sont encore nombreuses. C'est pourquoi, pour la seconde année consécutive, le CUARH décide d'organiser une marche nationale. Plusieurs éléments dans son organisation et les discours qui l'accompagnent annoncent une transformation progressive des paradigmes de la mobilisation homosexuelle. Le premier appel pour la marche prend ses distances avec le gouvernement socialiste et fustige celles et ceux qui considèrent qu'avec l'élection de François Mitterrand, « une fée, munie de sa baguette magique, tout à coup avait résolu tous nos problèmes et qu'en l'espace de quelques mois, la majorité des français et françaises hétérosexuels avaient rattrapé deux mille ans de civilisation... La réalité des choses, est, hélas, bien plus compliquée que cela⁴¹ ». La confiance dans la nouvelle majorité présidentielle est aussi écornée. A celles et ceux qui ont remis leurs rêves d'émancipation dans les mains du PS, *Homophonies* rappelle que ce dernier ne s'est intéressé à la question homosexuelle qu'à partir de 1978 et que c'est bien par l'action des groupes homosexuels et lesbiens que leurs revendications ont été prises en compte. Il considère aussi que les quelques résultats obtenus sont le fruit d'un acharnement du mouvement en général, et du CUARH en particulier, pour se faire entendre et obtenir des rendez-vous avec les ministères concernés. Pour le CUARH, au vu de ce qu'il reste à accomplir,

⁴¹ « La marche du 19 juin », *Homophonies*, n° 17, mars 1982, p. 16

le rapport de force est toujours nécessaire et l'organisation d'une marche une formidable opportunité politique.

L'appel à la marche souligne aussi les changements en cours dans le mouvement. Au-delà de tout ce qu'il reste à faire en termes de mobilisation, *Homophonies* reconnaît cependant que la réalité de la mobilisation, un an après l'élection de François Mitterrand, n'est plus la même. Par conséquent, les attentes des gais et des lesbiennes à son égard ont, aussi, bien changé. Il est alors évident pour les militant·es que les mots d'ordres ne peuvent plus être les mêmes et que la marche « se d[oit] de revêtir un caractère plus gai, plus “californien” : une grande fête sur fond de revendications précises⁴² ». La pratique de la manifestation est modifiée, comme s'il fallait se défaire de ses cadres normatifs, hérités des organisations politiques et syndicales. Il s'agit de prendre ses distances avec ces schémas traditionnels, pour allier revendication et fête. L'influence étatsunienne, de plus en plus prégnante dans le mouvement français, est notable dans les imaginaires, cherchant à faire de la manifestation une *pride* à l'anglo-saxonne. La filiation historique avec le 1^{er} mai n'est plus qu'un lointain souvenir, désormais quelque peu encombrant, pour nombre de militant·es. Le paradigme festif est tel que l'affiche réalisée pour l'occasion a effacé tout vocable rappelant une quelconque perspective revendicative et militante. Les mots « marche » et « manifestation » ont été remplacés par ceux de « Grande fête défilé⁴³ ». Pour convaincre les « masses homosexuelles » de se joindre au cortège et leur faire saisir l'importance de l'événement, le CUARH et ses militant·es placent définitivement cette manifestation sous les auspices de la fête où chacun·e doit pouvoir trouver sa place.

La « Marche nationale des homosexuels et des lesbiennes » est prévue pour le 19 juin 1982. Pour des raisons qui ne sont pas explicites mais qui pourraient être liées au succès inattendu – du moins pour les autorités – de la marche du 4 avril 1981, les Renseignements généraux portent une attention toute particulière à celle du 19 juin⁴⁴. Ils en font un récit heure par heure et donnent un descriptif précis des groupes en présence, des banderoles et des slogans, dont il me paraissait intéressant, au vu de sa rareté, de reproduire le propos introductif :

À l'occasion de la célébration de la “Semaine internationale d'affirmation sexuelle”, le Comité d'urgence anti-répression homosexuelle (CUARH) a organisé, le samedi 19 juin, à Paris, une Marche nationale des homosexuels et des lesbiennes, soutenues par plusieurs organisations, telles que les Mouvement de libération des femmes (MLF), le Mouvement d'information et d'expansion des lesbiennes (MIEL), le Groupe des lesbiennes offensives radicales ; cette initiative était aussi destinée à rappeler au gouvernement de gauche ses promesses concernant la satisfaction des revendications des homosexuels.

Quelques 2500 personnes⁴⁵ ont pris part au défilé sur le parcours de la place Raoul Dautry (14^{ème}) à la Piazza Beaubourg (1^{er}).

⁴² *Ibid.*

⁴³ « Marche nationale des homosexuels et des lesbiennes », *Homophonies*, n° 19, mai 1982, p. 5

⁴⁴ Cette fiche des Renseignements généraux porte le titre de « Comité d'urgence anti-répression homosexuelle ». Les Renseignements généraux parlent alors encore de « Mouvement homosexuel révolutionnaire » pour parler des différents groupes et collectifs homosexuels.

⁴⁵ Le CUARH lui fait état de 15 000 manifestant·es, tandis que *Libération* dans son édition du 21 juin parle « de huit à vingt-cinq mille selon les estimations », que le *Gai Pied* évoque une dizaine de millier de participant·es dans son numéro d'août et cite l'AFP qui, elle, dénombre entre 6 000 et 8 000 personnes.

Parvenus au terme du défilé, 500 manifestants ont investi les passerelles du Centre Pompidou pour tendre plusieurs banderoles et procéder, ensuite à un lâcher de ballons.

Après les allocutions de diverses personnalités concernées par les problèmes d'homosexualité, des messages de sympathie adressés par la CFDT, le MRG, la LCR, le Parti Socialiste, et le Syndicat de la Magistrature, ont été lus avant la dispersion qui s'est opérée à 18h20.

Avant de se séparer, les participants ont été conviés à se retrouver, en soirée, à la Maison de la Mutualité, 24 rue Saint Victor (5^{ème}) pour un gala suivi d'un bal⁴⁶

Le CUARH est particulièrement satisfait de la marche et dans un élan poétique exprime : « Nous partîmes 5000 mais par un prompt renfort nous nous vîmes plus de 15 000 en arrivant à Beaubourg⁴⁷ ». Le *Gai Pied* consacre une double page à l'événement et se fait l'écho de la réception de la marche par les médias. Là où lors de la marche du 4 avril 1982, la télévision n'avait abordé que très prudemment la manifestation, Antenne 2 et TF1 ont, pour cette seconde édition, été bien plus prolixe et y ont consacré plusieurs minutes de leurs journaux télévisés⁴⁸. Du côté de la presse écrite, le journal *Le Monde* considère qu'« on pouvait relever une certaine désillusion parmi les manifestants car, selon une lesbienne interrogée, il y a moins de monde que le 4 avril 1981⁴⁹ ». Roselyne Bosch pour *Le Point* considère, elle, que les revendications homosexuelles sont dépassées et ajoute qu'il n'y a « rien d'étonnant si nombre d'homosexuels ont préféré se désolidariser d'une marche provocatrice dans Paris⁵⁰ ». Ce qui fait dire à Franck Arnal que « la presse traditionnelle n'a pas tôt fait de découvrir la lutte homosexuelle (avec dix ans de retard) qu'elle l'estime caduque⁵¹ ».

Le gala organisé à la Mutualité fait salle comble. Un espace non-mixte de 1 500 places est réservé aux lesbiennes, ce qui n'est pas sans poser problème pour de nombreux garçons toujours réticents à la non-mixité et pétris de misogynie⁵². Le prix de l'homophobie est décerné pour le cru 1982 à Monseigneur Elchinger, évêque de Strasbourg, pour sa comparaison des gais et des lesbiennes avec des infirmes. Vient le tour de Marie-Paule Belle qui entraîne la foule à la lumière des briquets, suivie du traditionnel bal qui dure jusqu'au petit matin. « Pendant ce temps, chacun et chacune aura pu chercher quelque coin d'intimité plus ou moins collective et compagnon ou compagne avec qui repartir par le premier métro⁵³ ». Rendez-vous est donné l'année suivante pour une nouvelle journée d'affirmation homosexuelle.

⁴⁶ « Mouvement homosexuel révolutionnaire », 6 février 1980, Microfiche n° 71099/sch3, Cote 20120238/33, fonds de la Direction centrale des Renseignements généraux

⁴⁷ « La Marche Gaie », *Homophonies*, n° 21/22, juillet – août 1982, p. 12

⁴⁸ « De Montparnasse à Beaubourg », *Gai Pied*, n° 41, juillet – août 1982, p. 12

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² « La Marche Gaie », *op. cit.*, p. 14

⁵³ « La Marche Gaie », *op. cit.*, p. 15

Photo n°4



Figure 4 : Marche du 19 juin 1982. Crédits photos : Jean Claude Aubry

V. A la croisée des chemins : la marche de juin 1983

La marche nationale du 4 avril 1981 avait réuni près de 10 000 personnes dans les rues de capitale. Celle de 1982 près de 12 000. L'homosexualité se faisait revendicative et le temps d'une journée, les rues de Paris appartenaient au mouvement. Devenue rituel, la marche de 1983 n'est cette fois-ci plus organisée par le CUARH, mais par le Comité homosexuel et lesbien d'organisation des états généraux des homosexualités (CHLOEG), une coordination des groupes lesbiens et homosexuels plus large encore que le CUARH, qui regroupe la grande

majorité des groupes nationaux, des lieux associatifs gais et lesbiens et des médias gais, dans l'optique d'une reconfiguration du mouvement. Cette marche s'inscrit dans une séquence politique où la droite revient sur le devant de la scène après sa large victoire aux élections municipales, où la répression trouve une nouvelle vigueur, tandis que l'extrême droite fait son apparition sur l'échiquier politique partisan. Elle cristallise aussi dans son organisation les tensions du mouvement et préfigure le déclin progressif de la mobilisation homosexuelle à l'échelle nationale. Ce ne sont finalement que 10 000 personnes qui défilent le 18 juin 1983 entre Montparnasse et le Palais Royal et ce qui devait « être une grande fête, a [finalement] joué sur un mode mineur⁵⁴ ».

Alors que les rares slogans politiques clamés par les militant·es ne sont que très peu repris par l'ensemble du cortège, pour la première fois dans la courte histoire des marches gais et lesbiennes, les établissements commerciaux gais ferment le défilé. Certain·es critiquent ce choix et considèrent que le CHLOEG, à l'initiative de la marche et responsable de son déroulé, leur offre ainsi « une belle occasion de se faire de la publicité gratuite⁵⁵ ». Les débats sur le caractère politique et militant – ou non – de la marche reviennent sur le devant de la scène. L'organisation du cortège de l'année précédente par le CUARH avait déjà été critiquée par certain·es. Un rédacteur du journal gai *Samourai* explique ainsi qu'« il faut se souvenir que certains gais n'ont pas participé à la marche de l'année dernière, précisément parce qu'il s'agissait de la manifestation d'un groupe militant⁵⁶ ». La position d'une partie des gais et des lesbiennes, surtout parmi les plus jeunes n'ayant peu ou pas connu la mobilisation des années 1970, est alors de dire que les revendications du mouvement ayant été satisfaites, les perspectives militantes sont devenues obsolètes et que la fête doit désormais être le fil rouge de la communauté homosexuelle émergente.

En amont de la marche déjà, des tensions en avaient émaillé l'organisation. Une partie des groupes membres du CHLOEG imaginaient le défilé comme une sorte de « “gay pride” à l'américaine⁵⁷ ». Se posait encore une fois la question des objectifs : fallait-il « donner à la marche un aspect revendicatif ou faire la fête⁵⁸ » ? Cette question opposait ainsi celles et ceux qui insistaient pour maintenir une perspective militante à l'événement, à d'autres qui voulaient « tout miser sur le ras-le-bol du militantisme [afin] que “vivent nos amours”⁵⁹ ». C'est finalement l'option d'une « fête des homosexualités » qui est retenue. D'après *Homophonies*, c'est sans doute ce choix paradigmatique qui explique la raison du « demi succès du 18 juin [car] le CLHOEG a fait descendre des milliers d'homos dans la rue sans réelle motivation⁶⁰ ». Pour ne rien arranger, une autre problématique se développe, s'articulant autour de la place des lesbiennes dans le cortège et de la non-mixité.

Tandis que la plupart des groupes et journaux lesbiens ont appelé à rejoindre la marche, les militantes ont obtenu de haute lutte de former la tête de cortège de la marche en non-mixité. La mise en avant d'un cortège lesbien non-mixte s'explique du fait des critiques émises l'année précédente à propos de l'invisibilisation de ces dernières dans la manifestation. Ce choix fut cependant très mal accueilli par une partie des participant·es, et le cortège non-mixte fut l'objet

⁵⁴ « Gay Pride ou marche militante ? », *Homophonies*, n° 33-34, juillet – août 1983, p. 4

⁵⁵ « Gay Pride ou marche militante ? », *op. cit.*, p. 5

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ « Gay Pride ou marche militante ? », *op. cit.*, p. 6

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ « Gay Pride ou marche militante ? », *op. cit.*, p. 7

de haines et agressions diverses, par celles et ceux qui n'acceptaient pas cette exigence politique. La situation fut tellement problématique que, pour les militantes, ce fut « probablement la dernière fois que ce cortège sera organisé⁶¹ ». Le soir, lors du traditionnel bal de la Mutualité, on se bousculait moins que les années précédentes et l'espace non-mixte réservé aux lesbiennes fut à nouveau l'occasion pour certains d'exprimer sexisme et lesbophobie. Ainsi, plusieurs d'entre eux, après avoir cherché à accéder à l'espace non-mixte par provocation et s'en être fait refouler, en profitèrent alors pour traiter « ces sales gouines » de « mal baisées⁶² ». L'effervescence et la joie de la marche du 4 avril ne semblaient plus être qu'un lointain souvenir.

Conclusion.

La marche de juin 1984 se décline d'après le slogan : « 1984, année internationale d'action des homosexuels et des lesbiennes », proposé par l'International gay association (IGA) et l'International lesbian information service (ILIS), deux organisations internationales regroupant des groupes gais et lesbiens à travers le monde – principalement occidentaux. Si la banderole du CUARH national est flanquée d'un « Le Pen c'est la haine, Le Pen c'est pas la peine⁶³ », l'ambiance est plus que jamais à la fête et les slogans politiques sont inaudibles. La dimension internationale proposée par l'IGA et l'ILIS est, elle, largement passée sous silence. L'espoir d'organiser une marche massive est révolue et aucun chiffre de participation à la manifestation n'est donné par les militant·es. Le cortège de l'année suivante, celui de 1985, est le dernier organisé par le CUARH et n'attire plus que quelques milliers de personnes. Suite à la disparition du Comité d'urgence anti-répression homosexuelle à l'été 1986, la perspective militante est totalement abandonnée. Elle est délaissée pour un événement à caractère strictement festif et commercial, immédiatement récupéré par le « ghetto marchand », à l'image de l'entrepreneur gai, David Girard, qui investit alors pleinement dans la marche. Après une longue décennie d'expression de l'homosexualité dans l'espace public selon un paradigme politique, la seconde moitié des années 1980 participe à faire émerger un nouveau discours, articulé autour du corps et de la fête. L'horizon révolutionnaire a fait long feu et les revendications du mouvement ont été prises en compte. Il s'agit alors de célébrer la fierté homosexuelle et, par l'échappatoire de la fête, oublier un instant l'épidémie en train de décimer la communauté gaie naissante. Cette histoire des premières marches homosexuelles, se fait donc à rebours des imaginaires. L'exposition de l'intimité et de la sexualité est avant tout politique jusqu'au début des années 1980 et évolue ensuite progressivement vers des formes plus festives et dépolitisées. Et finalement, on peut suggérer que la simple présence des gais et des lesbiennes dans la rue revendiquant et luttant pour exister et s'aimer librement, suffit à appréhender une intimité qui cherche à s'exposer au grand jour.

⁶¹ « Gay Pride ou marche militante ? », *op. cit.*, p. 4

⁶² « Gay Pride ou marche militante ? », *op. cit.*, p. 6

⁶³ « Chez nous soyez reines ! », *Homophonies*, n° 45-46, juillet – août 1984, p. 5